



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

Lutte au réchauffement climatique

Un impératif pour le nouveau gouvernement : une transition juste, maintenant

Montréal, le 27 novembre 2018 – En ce premier jour de rentrée parlementaire à Québec, la Ligue des droits et libertés (LDL) invite fortement le nouveau gouvernement à prendre ses responsabilités face à la crise climatique et à s’engager immédiatement dans la voie d’une transition juste et respectueuse des droits humains.

« Il en va de la crédibilité de ce nouveau gouvernement, qui n’a jusqu’ici rien proposé de concret pour faire face au plus grand enjeu qui confronte l’humanité, alors qu’un chœur de voix s’élève pour le rappeler à l’ordre », déclare Lucie Lamarche, vice-présidente de la LDL.

Face à cette crise sans précédent qui menace les conditions mêmes d’existence de la vie humaine, il est nécessaire et urgent d’adopter rapidement des mesures de transition et d’adaptation. « La lutte au réchauffement climatique et la transition nécessaire sont les plus grands défis du siècle. Et à l’heure actuelle, ce sont les personnes qui contribuent le moins à cette crise qui sont les plus durement touchées par les effets des changements climatiques, au Québec comme ailleurs. Cela ne peut plus être un enjeu périphérique. Ce sont les décisions prises maintenant qui vont avoir un véritable impact sur ce qui nous attend demain », continue Mme Lamarche.

Pour la Ligue des droits et libertés, l’urgence de la situation ne dispense pas le gouvernement de s’assurer que les mesures qu’il mettra en place soient respectueuses des droits humains de tout le monde. « Souvent, ce sont les plus démunis qui sont délocalisés par les catastrophes climatiques, privés de moyens de subsistance ou obligés de parcourir en voiture de longues distances pour exercer un emploi. De surcroît, chaque personne doit bénéficier du droit à un environnement sain. Comme l’a très bien exprimé l’ex ministre français de l’écologie, Nicolas Hulot : « Il faut combiner les problèmes de fin de mois avec les problèmes de fin du monde ». Le gouvernement Legault n’a donc d’autre choix que de se mettre au travail », termine-t-elle.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l’homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l’homme.

Pour informations et entrevues :

Lysiane Roch, responsable des communications

514-715-7727